Le Conseil,

Vu le rapport du 23 juin 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération en date du 16 novembre 1998, vous avez décidé du principe de la délégation d'un parc public de stationnement situé sous le restaurant scolaire du lycée Saint Just dans le 5° arrondissement.

La procédure de publicité prévue par les dispositions de l'article L 1 411-1 du code général des collectivités territoriales a été lancée le 23 février 1999 et la réception des candidatures a été programmée le 12 avril 1999.

Trois candidatures ont été enregistrées dans le cadre de cette procédure : celles des sociétés Sogea sud-est, Lyon Parc Auto et Garage Bellecour.

La commission permanente de délégation de service public, instituée par votre délibération en date du 25 mai 1998, a procédé lors de sa réunion du 30 avril 1999 à l'examen des garanties professionnelles et financières des candidatures reçues ainsi qu'à l'examen de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Au vu de ces critères, la commission a émis un avis favorable pour retenir les candidatures des sociétés Sogea sud-est et Lyon Parc Auto.

Conformément aux dispositions législatives précitées, il appartient à l'assemblée délibérante de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre.

Par ailleurs, à la suite de l'établissement de cette liste, la communauté urbaine de Lyon doit adresser à chacun des candidats retenus un document définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations à réaliser au vu duquel il est attendu des candidats :

- un projet technique,
- les conditions économiques de réalisation (proposition d'une durée de concession, de tarifs, demande ou non de subvention d'équipement, notamment).

Ce document, annexé au dossier, constitue le cahier des charges de la consultation et est soumis à votre approbation.

Les candidatures retenues devront ainsi présenter une offre qui réponde à l'ensemble des prescriptions énoncées ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date des 25 mai et 16 novembre 1998 ;

Vu l'article L 1 411-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis favorable de la commission permanente de délégation de service public en date du 30 avril 1999 ;

Oùï l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Arrête la liste des candidats admis à présenter une offre qui comprend les sociétés Sogea sud-est et Lyon Parc Auto.

2° - Approuve le cahier des charges de la consultation.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,